

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

28 May 2015

GENERAL STORIES

Présidence de la BAD: le nom du nouveau patron sera connu ce jeudi

Source: Agence d'Information d'Afrique centrale (<http://www.adiac-congo.com/content/presidence-de-la-bad-le-nom-du-nouveau-patron-sera-connu-ce-jeudi-32918>)

Par Fiacre Kombo

Mercredi 27 Mai 2015 - L'élection du prochain patron de la Banque africaine de développement (BAD) est attendue ce jeudi 28 mai 2015 à Abidjan, au cours de l'assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs. Mais qui sont les huit candidats en lice?

Depuis fin février dernier, le secrétariat exécutif de la BAD a traité et confirmé huit candidatures à la présidence de l'institution financière. Presque tous les espaces communautaires et régions du continent sont représentés :

L'Afrique centrale notamment les pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEECA), a présenté une candidature unique qui est celle du ministre tchadien des Finances et du budget, Bedoumra Kordjé. Lors du récent sommet des chefs d'Etat de la CEEAC le 25 mai dernier à N'Djamena, les dirigeants de la sous-région ont approuvé leur soutien au candidat tchadien.

« La conférence des chefs d'Etat accueille très favorablement la candidature à la présidence de la BAD de monsieur Bedoumra Kordjé, ministre des Finances et du budget. Aucun ressortissant d'un Etat membre n'ayant occupé cette éminente fonction,

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

aussi les Etats membres de la CEEAC apportent leur soutien total et indéfectible à la candidature de Bedoumra Kordjé », a annoncé au sortir des assises ce lundi 25 mai le secrétaire général de la CEEAC, Ahmad Allami.

Cette bénédiction des dirigeants de la sous-région, intervient quelques jours après la confirmation de la candidature du ministre tchadien par les six pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Cémac). Né le 1er Janvier 1952 , le ministre tchadien, a été successivement, secrétaire général à la Présidence de la République, ministre du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale, avant de servir d'abord comme secrétaire général, puis vice-président, chargé des Services institutionnels de la BAD. Avec le soutien désormais des onze pays de la CEEAC, Bedoumra a toute sa chance de se placer en pole position.

L'Afrique de l'ouest aborde ce processus continental en ordre dispersé, avec pour elle seule quatre postulants. Le Mali a positionné Birama Sidibé, un ancien haut cadre de l'institution africaine. Agé de 62 ans, Birama Sidibé est l'actuel vice –Président de la Banque Islamique de Développement. Il fut directeur général de Shelter –Afrique de 2006 à 2009, vice-président par intérim, directeur de la BAD de 1983 à 2006 et chef de la division OMVS de 1980 à 1983. Birama aurait bénéficié de l'allégeance de onze pays africains.

La ministre capverdienne des Finances et du Plan, Cristina Duarte, défendra les Couleurs de son pays lors cette bataille électorale. Agée de 53 ans, elle occupe le portefeuille des Finances depuis dix ans, avec un bilan jugé positif et salué par la communauté internationale. L'ancienne directrice du Programme de développement du secteur privé et de la compétitivité, projet de la Banque mondiale, Cabo Verde, ex- vice-présidente et responsable des activités de banque de financement et d'investissement de Citibank, Angola, Cristina Duarte compte sur son actif politique et ses expériences sous régionales.

Deux pays ouest africains de l'espace anglophone, peuvent aussi faire basculer les pronostics: le Nigéria le plus solide « bailleur » africain de la BAD est sur les starting-blocks, avec comme candidat le Dr Akinwumi Adesina, ministre de l'Agriculture et du développement rural. Avec ces 55 ans, ce candidat serait soutenu par la très puissante ex-directrice générale de la Banque mondiale.

Le quatrième ouest africain en ordre de bataille, est le ministre Sierra léonais des Affaires étrangères et de la coopération, Dr Samura Kamara. Licencié en Sciences et spécialiste en économie Master-Doctorat, le Sierra léonais est le plus âgé tous les candidats en course. En Afrique, l'âge et l'expérience comptent aussi de ce genre d'exercice.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Dans les rangs des Anglo-saxons, il y a le candidat du Zimbabwe, Thomas Z. Sakala, qui représente en même temps l'Afrique de l'est. Thomas Z. Sakala est un retraité de la BAD depuis octobre 2014. Agé de 50 ans, Sakala fut vice-président de la BAD, en charge des programmes pays et régionaux. Ce Licencié en es-économie, peut compter sur son mentor, le président Robert Mugabe qui assure concomitamment la présidence en exercice de l'Union africaine et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc). Mais ce dernier aura fort affaire à un autre candidat de la région, un Ethiopien.

Le ministre de l'Economie et des Finances de l'Ethiopie depuis 1994, Ato Soufian Ahmed fait partie de l'équipe de choc de feu Meles Zenawi. Au cœur de toutes les grandes réformes qui ont transformé ce pays de 94 millions d'habitants. Sous son règne au ministère des Finances, l'Ethiopie a conduit des négociations importantes pour l'annulation de 67% de sa dette due au Club de Paris (2004), des accords avec la Banque mondiale et le FMI. Né le 10 mai 1958, Ato Soufian Ahmed, est titulaire d'un Master en Sciences, spécialité développement et planification économique.

Enfin, la dernière candidature vient de l'Afrique du Nord, grâce au Tunisien Jalloul Ayed. Les 21% du capital de la BAD, détenus par l'Afrique du Nord permettraient au Tunisien de se placer devant tous les favoris. Les tractations visant la présidence sont assez complexes. Il faut surtout obtenir une double majorité. La première provient des 53 membres africains, et la deuxième devrait concerner les 77 pays membres continentaux. En effet, l'actionnariat de la BAD est réparti entre les 53 pays africains (60%) des actions de la banque et du même pourcentage en pouvoir de vote, et les 24 membres non-régionaux (Etats-Unis, Japon, Brésil, Arabie Saoudite, etc.), détiennent les 40% restants.

Les 21% détenus par l'Afrique du Nord, Egypte comprise, peuvent aider la candidature du Tunisien Jalloul Ayed. Des compromis sont nécessaires pour parvenir à choisir le président de la BAD, surtout que le pouvoir de vote n'est pas uniforme pour tous les membres. Il est plutôt proportionnel au pourcentage d'actions détenues par chaque pays. En tout cas, le dernier mot revient au Conseil des gouverneurs de la BAD. Pour l'heure, tous les regards sont tournés vers la capitale économique de Côte d'Ivoire, Abidjan.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

DRC

Présidence de la République: Joseph Kabila fait le ménage dans son cabinet

Source: Agence d'Information d'Afrique central

By Alain Diasso

Mercredi 27 Mai 2015 - Le président de la République, Joseph Kabila, a procédé mardi à la nomination de quelques hauts cadres à des postes de responsabilité au sein de son cabinet, en commençant par le chef de cabinet.

Il a plu au chef de l'État de remplacer au poste de chef de cabinet l'ancien vice-ministre des Hydrocarbures, Beya Siku, mis de côté pour des raisons non dévoilées par Néhémie Mwilanya Wilondja qui occupait jusque-là les fonctions de conseiller juridique à la présidence de la République. Le nouveau promu est présenté comme un juriste chevronné et un meneur d'hommes aux compétences éprouvées. L'ordonnance présidentielle publiée, le 26 mai, fait également état de la nomination de deux directeurs de cabinet adjoints censés seconder Néhémie Mwilanya dans sa lourde tâche. Il s'agit de Jean Pierre Kambila chargé des questions politiques et administratives et d'Hortense Mukalayi responsabilisée pour les matières ayant trait à l'économie et à la reconstruction.

Lentement mais sûrement, la présidence de la République est en train d'afficher complet avec ces nouvelles promotions censées booster l'efficacité du travail abattu en ce haut lieu de la politique nationale. Pour maints observateurs qui s'appuient sur le profil de nouveaux promus, il est clair que Joseph Kabila veut s'entourer des personnalités de poigne rompues intellectuellement pour mieux négocier le virage de 2016 avec, à la clé, le dialogue politique qui s'annonce.

Après l'élévation de Jeannine Mabunda et de Luzolo Bambi respectivement aux postes de conseillers chargés de violences sexuelles et de lutte contre la corruption, ces dernières nominations n'annoncent-elles pas d'autres changements de personnes au niveau des institutions de la République, de la diplomatie ou de la territoriale ? La question est sur toutes les lèvres. Les observateurs vont donc s'adonner à un monitoring spécial du travail de nouveaux proches collaborateurs du chef de l'État pour savoir s'ils seront à la hauteur des espoirs placés en eux. Cependant, ils jouissent d'ores et déjà d'une opinion favorable.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Des députés congolais encouragent Obama à désigner un nouvel Envoyé spécial dans les Grands Lacs « dans le meilleur délai »

Source: Le Potentiel (DRC)

Par Angelo Mobateli

27 Mai 2015 - Des députés nationaux, membres de la Majorité présidentielle et de l'Opposition politique, encouragent le président américain Barack Obama à « procéder à la désignation d'un nouvel Envoyé spécial dans les Grands Lacs », après avoir attiré son attention sur « la recrudescence de l'insécurité et le risque de la montée du terrorisme islamique dans la région africaine des Grands Lacs ».

« Ceci serait une preuve renouvelée de Votre engagement de haut niveau pour parfaire le processus de paix et de consolider la démocratie dans les pays de la région des Grands Lacs », expliquent-ils dans une lettre ouverte ayant pour objet « Prévenir la montée de l'insécurité dans la région des Grands Lacs » qu'ils lui ont adressée le 22 mai 2015.

Ils lui rappellent, dans ce document - dont une copie est adressée au chef de l'Etat congolais Joseph Kabila, au président de l'Assemblée nationale Aubin Minaku, au Secrétaire d'Etat américain John Kerry et à l'ambassadeur américain en RDC James Swan - que « la situation sécuritaire est devenue de plus en plus inquiétante, malgré quelques développements positifs enregistrés depuis la défaite de la rébellion du M23 en novembre 2013, et les efforts menés par le Gouvernement de la RD Congo et la Communauté internationale à travers la MONUSCO ».

« Une cruauté sans pareille »

« Le territoire et la ville de Beni dans la province du Nord-Kivu dans l'Est de la RD Congo sont devenus depuis plusieurs mois un théâtre des massacres inimaginables qui ont occasionné la mort de plus de 400 civils par machettes, haches, marteaux ... dans les circonstances d'une cruauté sans pareille », soulignent-ils.

Les députés signataires de la « lettre ouverte » relèvent que, « malgré les efforts de sécurisation déployés par l'armée congolaise avec l'appui de la MONUSCO, ces massacres persistent et portent pour certains les germes d'une forme de terrorisme islamique attribué aux ADF ».

« Dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Lubero ainsi que la ville de Butembo, les kidnappings avec exigence de rançons sont devenus monnaie courante, terrorisant des

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

communautés entières qui vivent dans la peur que leurs proches soient tués si elles ne trouvent pas l'argent dans le temps », précisent-ils.

Par ailleurs, l'insécurité persistante au Katanga avec les milices Bakata-Katanga, les activités nocives des rebelles rwandais des FDLR et la situation sécuritaire au Burundi consécutive à la situation politique créée par la candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat font craindre, selon les députés congolais, « que tout ceci fasse le lit à une énième rébellion, compromettant ainsi le bilan de l'Envoyé spécial Russ Feingold qui a joué un rôle déterminant dans la défaite du M23 de triste mémoire ».

RDC: Sit-in des agents de la Monusco pour réclamer le paiement de leurs indemnités

Source: Radio Okapi

28 Mai 2015 - Le personnel national de la Monusco a organisé un sit-in mercredi 27 mai dans les différents quartiers généraux de la Mission onusienne en RDC. Cette activité va se dérouler pendant trois jours dans toutes les provinces. Dans un mémorandum destiné au représentant spécial de l'Onu, Martin Kobler, ces fonctionnaires locaux dénoncent le non-respect de la procédure de fin de contrat des employés et le réclament le paiement légal des indemnités de sortie.

De nombreux agents dont les contrats ont été résiliés l'année dernière continuent de revendiquer le paiement légal de leurs dédommagements.

Au quartier général de la Monusco, par exemple, ils étaient une centaine à revendiquer, portant des calicots sur lesquels on pouvait lire : « Indemnités ou rien ».

Dans sa correspondance, le personnel souligne que tout fonctionnaire touché par la vague de licenciement doit bénéficier de la résolution 2098 qui a permis de payer les indemnités l'année passée.

Le memo accuse aussi l'organisation de vouloir faire coïncider l'abolition des postes avec la fin de contrat actuel pour ne pas octroyer des indemnités de sortie.

Problème interne

Réagissant à une question sur ce sit-in au cours de la conférence hebdomadaire des Nations unies, le porte-parole de la Monusco Félix-Prosper Basse, a affirmé que ce problème est interne. Il entre dans le cadre de la stratégie globale de la reconfiguration de la mission.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Tout le staff, aussi bien national qu'international, est concerné par cette réduction des effectifs.

D'après lui, l'administration est en train d'étudier ce dossier « afin de régler ce problème de la meilleure façon possible ».

RDC: la pression militaire reste maintenue contre les forces résiduelles de la LRA et du FRPI

Source: Xinhua / MCN, via mediacongo.net

Kinshasa, 27 Mai 2015 - Les unités de la Force de la Mission de l'ONU pour la stabilisation du Congo (Monusco) et celles des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) maintiennent la pression militaire sur les éléments résiduels de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) et les miliciens du Front de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), actifs dans la Province Orientale, a indiqué mercredi 27 mai, le commandant Joseph Gonclaves, porte-parole de la Monusco.

Selon le commandant Gonclaves, ces deux forces sont engagées dans les opérations conjointes dénommées "Rudia II" (Retour II), "Chuma Ngumi" (Poing d'acier) et "Bienvenue à la Paix", afin de mettre un terme aux activités négatives des rebelles perpétrées pendant la période sous examen dans les districts de Haut et de Bas-Uélé, particulièrement dans les territoires de Dungu, de Faradje et d'Ango.

"Par ailleurs, en Ituri, dans le territoire d'Irumu, les miliciens FRPI continuent de perpétrer des exactions contre les populations civiles vivant dans les localités situées au sud de cette entité territoriale, et ce, en dépit de leur intention de déposer les armes", a-t-il poursuivi.

D'après l'officier onusien, des négociations en vue de la reddition volontaire des miliciens du FRPI auprès de la hiérarchie des FARDC sont en cours et ont été rapportées durant la période sous examen.

Samedi dernier, cinq officiers supérieurs appartenant au commandement militaire du FRPI, ont fait mouvement de la localité de Bukiringi vers Aveba, avec environ 180 miliciens armés, 200 non armés, 125 dépendants dont 100 femmes et 25 enfants.

"Ils ont été rejoints le lendemain par des officiels de la Monusco et celles des FARDC, en vue des pourparlers visant leur reddition volontaire et leur intégration au sein de l'armée congolaise", a conclu le commandant Gonclaves.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Nord-Kivu: Vital Kamerhe sensibilise contre le dialogue

Source: Agence d'Information d'Afrique centrale (<http://www.adiac-congo.com/content/nord-kivu-vital-kamerhe-sensibilise-contre-le-dialogue-32927>)

Par Alain Diasso

27 Mai 2015 - En lieu et place de ce forum politique onéreux, le président de l'UNC prône plutôt que l'organisation des élections doit être une urgence pour changer le système et permettre au peuple d'être bien dirigé.

Le président de l'Union pour la Nation (UNC) est de ceux qui s'opposent au dialogue avec la dernière énergie. À la tête d'une forte délégation des cadres de son parti, Vital Kamerhe est en déplacement depuis mardi à Goma [26 mai], chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Officiellement, ce voyage est motivé par le besoin d'aller reconforter les populations de Beni et d'ailleurs, victimes de l'insécurité perpétrée par les rebelles ougandais de l'ADF. Au-delà, d'aucuns y voient l'ombre d'une campagne de sensibilisation de la population locale contre le dialogue. Et d'ailleurs cette question aura été au centre du meeting qu'il avait tenu dès son arrivée à Goma au stade Afya après trois heures de marche à pied entamée depuis l'aéroport.

Une foule immense a accompagné le leader de l'UNC jusqu'au point de chute. Une véritable démonstration de force pour l'ex-chairman de l'Assemblée nationale qui, visiblement, continue à jouir d'une popularité extrême dans son terroir. Dans un discours entrecoupé par des applaudissements nourris d'un public surchauffé, Vital Kamerhe a dit non au dialogue envisagé par la « kabilie » dans l'intention d'obtenir une rallonge du mandat présidentiel. Il s'agit là, a-t-il déclaré, d'une manœuvre politicienne visant un glissement. Il a convaincu les Gomatraciens sur la nécessité de combattre une telle démarche sans issue et suicidaire pour l'avenir du pays.

L'organisation des élections devrait plutôt être privilégiée pour, dit-il, changer le système et permettre au peuple d'être bien dirigé. Le dialogue censé déboucher sur une nouvelle transition sur fond de redistribution des cartes et de repositionnement politique est redouté par Kamerhe qui l'assimile à une perte de temps inutile. Il a également indiqué que la loi électorale doit être une nouvelle fois révisée pour permettre à plus de huit millions de nouveaux majeurs d'élire leurs députés provinciaux. Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu est la prochaine étape de cette itinérance qui ressemble fort bien à une précampagne électorale qui ne dit pas son nom.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Nord-Kivu: Vital Kamerhe qualifie la situation sécuritaire de drame humanitaire

Source: Radio Okapi

28 Mai 2015 - «La situation sécuritaire dans la région de Beni et tout le Nord Kivu est un drame humanitaire et doit attirer l'attention du gouvernement congolais et de la communauté internationale», a déclaré Vital Kamerhe, mercredi 27 mai à Goma.

Il a estimé que les tueries des populations à Beni dépassent le terrorisme qui sévit au Nigeria, au Niger, au Cameroun et ailleurs et doit mobiliser le monde entier.

Près de 300 personnes ont été massacrées à Beni depuis octobre 2014, le plus souvent à l'arme blanche. Les habitants de plusieurs localités de ce territoire ont manifesté dans la rue pour demander plus d'engagement des autorités contre les criminels, régulièrement présentés comme étant les rebelles ougandais des ADF.

Le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) a, à cet effet, proposé trois pistes de solution pour mettre fin à cette insécurité. Il a évoqué la planification des opérations conjointes entre les FARDC et la Monusco pour traquer les ADF, l'implication des pays voisins et celle des communautés locale.

«Le gouvernement congolais doit s'engager dans une véritable traque des ADF et tous les groupes armés et donc nous pensons en ce qui nous concerne qu'il faut un plan opérationnel bien conçu, concerté entre les FARDC motivées et la Monusco », a suggéré Vital Kamerhe.

Sur le plan régional, le président de l'UNC a appelé tout le monde à « parler le même langage ».

« Nous devons avoir des intérêts communs, une vision commune de ce que nous voulons faire de la région de Grands lacs. Nous devons faire en sorte que la paix au Rwanda, au Congo, au Burundi soit l'affaire de tout le monde », a-t-il ajouté.

Vital Kamerhe dit avoir l'impression qu'il y a ceux qui pensent qu'on peut exporter l'insécurité chez les autres et vivre en paix.

«Non, c'est éphémère ces genre des solutions. Nous sommes pour une solution durable dans la région des Grands Lacs», a martelé Vital Kamerhe.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Congo-Kinshasa: Ituri - Les miliciens de la FRPI refusent de rendre les armes

Source: Radio Okapi via AllAfrica.com

26 Mai 2015 - Plus de quatre cents miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) cantonnés depuis samedi dernier à Aveba, une localité située à plus de 70 km au Sud de Bunia (Province Orientale) ont refusé de rendre leurs armes aux Forces armées de la RDC. Ils ont estimé, lundi 25 mai, que les propositions de l'armée congolaise sont « insuffisantes ».

L'Etat-major général de l'armée congolaise a négocié dimanche dernier avec les leaders de la FRPI pour qu'ils rendent leurs armes. Elle a proposé à chaque milicien de rang disposé à rendre son arme, une prime de 100 dollars américains, et de 2000 pour leurs chefs. Une promesse de grade a été également faite à ceux qui accepteraient d'intégrer l'armée.

Des réponses que les miliciens ont jugées insuffisantes à leurs revendications. Ils ont exigé qu'ils soient décorés sur place à Aveba notamment aux grades des colonels pour leurs chefs.

Les FARDC ont accepté le principe, annonçant que le ministre de la Défense qui était encore attendu sur le lieu de la cérémonie, allait procéder dans les heures qui suivaient, à leur nomination au sein de l'armée.

Les miliciens ont en outre demandé à leurs interlocuteurs de leur exhiber des tenues FARDC avec des galons qu'ils devraient porter avant le début de la cérémonie. Cette dernière requête a eu du mal à trouver des réponses sur place, provoquant ainsi l'interruption des négociations entre les deux parties.

Une tribune avait pourtant été érigée lundi au terrain de football Tata Ruzoa à Aveba pour la cérémonie de dépôt d'armes des miliciens de la FRPI. Huit généraux étaient présents, dont le général Léon Mushale, commandant de la 3e zone de défense des FARDC.

Pendant ce temps à Bunia, le chef d'Etat-major général de l'armée congolaise, le général Didier Etumba et le ministre de la défense Aimé Ngoyi Mukena, attendaient pour entériner les résultats des négociations qui n'ont finalement plus abouti.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

RWANDA

Rwanda parliament to debate allowing Kagame to seek third term

Source: AFP

Kigali, 27 May 2015 - Rwanda's parliament is to debate changing the country's constitution in order to allow its strongman President Paul Kagame to stand for a third consecutive term in elections in 2017, an official said Wednesday.

The debate, set to take place over the next two months, was prompted by parliament being handed petitions signed by a total of two million people -- or roughly 17 percent of the population -- asking for the constitution to be changed, the head of the chamber, Donatilla Mukabalisa, told AFP.

The announcement comes amid a wider controversy on the African continent over leaders changing constitutions in order to stay in office.

Last year Burkina Faso's former president Blaise Compaore was chased out after trying to stay put, while Rwanda's southern neighbour, Burundi, has been wracked by weeks of civil unrest and experienced a coup attempt over President Pierre Nkurunziza's attempt to do the same.

But Mukabalisa said moves for Kagame to stay in office were different.

"We have received two million requests," she said, explaining that parliament has been receiving a number of what she insisted were spontaneous letters and petitions from individuals, groups or associations.

Kagame, 57, has been at the top of Rwandan politics since 1994, when an offensive by his ethnic Tutsi rebel force, the Rwandan Patriotic Front (RPF), put an end to a genocide by Hutu extremists that left an estimated 800,000 of his community dead.

He first served as minister of defence and vice president, and then took the presidency in 2003, winning 95 percent of the vote. He was re-elected in 2010 with a similarly resounding mandate.

Rwanda's constitution, however, does not allow for a third term so it would need to be modified.

Rwandan officials have strongly denied that it is Kagame who is seeking a third term, insisting that the president -- hailed by his supporters as a guarantor of post-genocide

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

security and stability, as well as a champion of economic development -- enjoys popular demand for him to stay.

- Popular demand or theatre? -

According to Mukabalisa, the petitions were the result of this popular demand for Kagame to stay and not because of elaborate machinations by the ruling party.

"It is the people who have taken this initiative," she said. "They were not forced to do so in any way. When they express their wishes, we can see that they are doing so from the bottom of their hearts. It is not something that we dictate."

"If we look at where the country was in 1994 and where it is now, the development has been spectacular," she added.

Mukabalisa said the Rwandan parliament and senate, both of which are dominated by Kagame's RPF, would debate the matter between June 5 and August 4.

But Rene Mugenzi, a Rwandan human rights activists who lives in exile in London, dismissed the petitions as a "stage-managed" ruling party initiative designed to show to the world that Rwanda is undergoing "constitutional change demanded by the people" and that Kagame is not just another African dictator.

"The government has been going to every level of society to get people to sign a petition," he alleged, claiming that Rwandans were being forced to sign or else face the risk of losing their jobs or being socially excluded.

According to Rwanda observers, the RPF's political office gave the green light for public debate on the issue to start in December, with the RPF's network delivering the message that the constitution can be changed.

BURUNDI

Many UN Council Members Want Burundi Elections Postponed

Source: AP.

United Nations, 27 May 2015 - The United Nations Security Council president says "the predominant opinion" of members is that Burundi's elections should not take place as scheduled in late June.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Lithuania's U.N. Ambassador Raimonda Murmokaite, who leads the council this month, said after an urgent closed-door meeting and briefing by U.N. envoy to Burundi, Said Djinnit, on Wednesday that many members pointed to the unrest, tensions and flow of refugees in saying elections are not possible now.

President Pierre Nkurunziza's effort to extend his stay in power to a third term has sparked almost daily street protests in which at least 20 people have been killed. An opposition leader was also gunned down.

France's U.N. Ambassador Francois Delattre said talks between the government, opposition parties and religious organizations which Djinnit is facilitating, haven't resumed.

Catholic Church says withdrawing support for Burundi elections

Source: AFP World News

Bujumbura, 28 May 2015 - Burundi's influential Catholic Church on Thursday said it was withdrawing its support for upcoming elections in the crisis-hit central African nation.

A statement from Burundi's bishops said that "after considering the manner in which the elections have been organised and the way they are evolving", the Church had asked priests who serve in electoral commissions across the country step down.

The announcement came the day after Burundi's main opposition parties said it was now "impossible" to hold free and fair elections and that the result should not be recognised if they take place.

Parliamentary elections are due to be held on June 5, with a presidential poll scheduled for June 26.

In the statement, read out on Catholic radio by Bishop Gervais Bashimiyubusa, the Church said it "cannot endorse an election riddled with shortcomings".

It nevertheless said people should vote, but stressed that nobody should go to the polls "by threat or intimidation, or because they have been bought in one way or another."

"In the eyes of God, that would be slavery to evil," Bashimiyubusa said.

The crisis surrounds a bid by President Pierre Nkurunziza to stand for a third consecutive term in office, with opposition and rights groups saying the move violates

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

the constitution as well as the terms of a peace deal that ended a 13-year civil war in 2006.

Street protests have taken place for the past month, leaving at least 30 dead after a violent crackdown by security forces.

The crisis intensified earlier this month when a top general staged a failed coup attempt.

The opposition parties said the crisis risked plunging the small, landlocked and impoverished country back into civil war.

The Catholic Church has already spoken out against the president, asserting that it too has concluded his third-term bid goes against the peace deal.

Burundi opposition says fair elections 'impossible'

Source: AFP.

Bujumbura, 27 May 2015 - Burundi's main opposition parties said Wednesday it was now "impossible" to hold free and fair elections next week and that the result should not be recognised if they take place.

The opposition said plans for polls to go ahead despite widespread civil unrest in the capital was tantamount to an "electoral hold-up" by President Pierre Nkurunziza, whose controversial bid for a third consecutive term has plunged the central African nation into a deep political crisis.

The statement came as another demonstrator was killed and two wounded in clashes in the south of the country, according to local officials, while activists complained of mounting attacks by ruling party supporters.

"The country has sunk into a political and security mess which in no way can allow for peaceful, transparent, free or credible elections," Burundi's main opposition parties said in a joint statement.

"Having an election campaign or holding a vote is impossible. We cannot have an electoral hold-up," the statement said, accusing Nkurunziza and the ruling CNDD-FDD party of silencing independent media, detaining opponents and provoking a major refugee crisis.

Parliamentary elections are due to be held on June 5, with a presidential poll scheduled for June 26. On Tuesday, the government appealed for public donations from "patriotic

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

citizens" so that it could organise the elections, which have been hit by a funding freeze by the central African nation's former colonial power Belgium as well as the European Union.

The crisis surrounds a bid by Nkurunziza to stand for a third consecutive term in office, with opposition and rights groups saying this violates the constitution as well as the terms of a peace deal that ended a 13-year civil war in 2006.

Street protests have taken place for the past month, leaving at least 30 dead in a violent crackdown by security forces.

The crisis intensified earlier this month when a top general staged a failed coup attempt.

The opposition parties said the crisis risked plunging the small, landlocked and impoverished country back into civil war.

"Endorsing such a process is equivalent to supporting a predictable civil war in Burundi," the statement said, adding that foreign governments should "never recognise the election results".

- Militia on the offensive -

There was no immediate response from the government, although on Tuesday its spokesman Philippe Nzobonariba used state radio to condemn mounting diplomatic pressure and signal Nkurunziza would not bow to international criticism.

In the lakeside capital Bujumbura on Wednesday, police were again out in force in order to halt any renewed anti-Nkurunziza protests, with tear gas used to quickly break up any gatherings. Only small groups of demonstrators gathered in the districts of Cibitoke and Buterere, with shots heard ringing out in the area, AFP correspondents said.

Outside the capital in Matana, a town in southern Bururi province, a protestor was killed by police fire, a local official said.

On Tuesday evening at least one person was killed in the capital in a raid by the Imbonerakure, the youth wing of the CNDD-FDD that has been branded as a pro-government militia, residents said. A medical source said 32 people were also wounded, many by gunshots, on Tuesday.

Leading opposition campaigner Pacifique Nininahazwe said the Imbonerakure's activities, including "punitive operations" against opponents, were being stepped up in the capital.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Nkurunziza, a former rebel leader and born-again Christian, argues that his first term did not count as he was elected by parliament, not directly by the people. His bid for re-election also has strong support in rural areas and among sections of the Hutu majority.

Asked to rule on the issue of a third term, Burundi's constitutional court found in the president's favour, but not before one of the judges fled the country claiming its members had received death threats.

The East African Community (EAC) -- a regional grouping of Kenya, Rwanda, Tanzania, Uganda, and also Burundi -- has announced plans to hold a second meeting on the crisis on Sunday in Tanzania's main city of Dar es Salaam.

Nkurunziza was at an EAC summit in Dar es Salaam on May 13 when the coup attempt was launched, but an EAC statement said all the bloc's leaders would attend the next meeting.

East African leaders to hold summit on Burundi violence

Source: Reuters.

25 May 2015 - East African leaders will meet on Sunday to discuss the crisis in Burundi as violent clashes between police and anti-government protesters continue and the opposition has boycotted talks to resolve the stand-off.

Rights groups say at least 20 people have been killed by police since protests erupted in late April against President Pierre Nkurunziza's bid for a third term in office. An opposition leader was killed on Saturday.

Police fired towards protesters and gunfire was heard in several parts of the capital Bujumbura on Tuesday, a Reuters witness said. Many roads are blocked and businesses closed.

The Reuters witness saw a dead body in the flashpoint district of Cibitoke in the early evening, when gunfire was heard in the area, but no details on the incident were immediately available.

Members of the military attempted a coup on May 13 while Nkurunziza was abroad at the last East African Community (EAC) summit, aimed at ending the row over his plan to stand again. The putsch failed but protests have rumbled on.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The EAC said on Twitter late on Monday that another leaders' summit would be held in Dar es Salaam on Sunday, with ministers meeting on Saturday. Nkurunziza's office said it was unclear if the president would attend.

"It's too soon to know, but Burundi will be represented, that is for sure," said presidential spokesperson Gervais Abayeho.

Nkurunziza's decision to try for a third term unleashed Burundi's worst political crisis since a civil war ended in 2005. Many people fear the violence could lead to renewed ethnic bloodletting between the Hutu and Tutsi communities.

Some 800 000 people were killed in a 1994 genocide in neighbouring Rwanda, which has a similar ethnic make-up. The current unrest has prompted around 70 000 Burundians to flee abroad, according to the UN refugee agency UNHCR.

Critics say Nkurunziza's bid violates the constitution. The president's supporters disagree, and say a constitutional court ruling allows him to run.

"I can't go to work and I don't know how to get to the office as policemen are shooting," said Claude, a resident of the capital's Buyenzi district who declined to give his full name.

Jacqueline, who lives in the Cibitoke area, added: "Two grenade explosions were heard at dawn but we don't know about casualties yet."

The presidency on Tuesday said Nkurunziza had signed a decree on May 21 for the elections to be financed by increasing the country's deficit and trimming the budgets of the education, health and seven other ministries.

About 44 billion francs (\$28m) need to be found to fund the elections, the document states. Domestic debt will be increased by 28 billion francs, while 14 billion francs will be raised from ministry savings. Another one billion should be saved from what the document calls "other products".

The government also put out a statement on Tuesday asking "patriotic citizens" to contribute money to a special account at the central bank to finance the election.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Burundi crisis a key issue for AU summit

Source: BD Live (<http://www.bdlive.co.za/opinion/2015/05/27/burundi-crisis-a-key-issue-for-au-summit>)

27 May 2015 - ONE of the key pillars of the African Union's (AU's) preventive diplomacy is to avert war and conflict before it rears its ugly head. It is therefore not enough to share the burden of conflict mediation, as the East African Community (EAC) and SA are doing on Burundi, without getting to the root cause of the problem, which is attempts by sitting heads of states to extend their stay in power by amending constitutions (or reinterpreting them).

A few weeks ago, forces loyal to President Pierre Nkurunziza stymied a coup d'état in Burundi. A few months earlier, the exact opposite occurred, when an army officer in Burkina Faso, Lt-Col Isaac Zida, dislodged the president of that country, Blaise Compaoré. After Burkina Faso's suspension from the AU and pressure from the Economic Community of West African States (Ecowas), Zida has morphed into a civilian as prime minister, with Burkina Faso returning to "civilian rule" a month later.

Burundi is in the throes of heightened political uncertainty with legislative and presidential elections set for next month in doubt. After a bloody civil war and a peace process that ushered the country into a democratic state-building exercise from 2004, Burundi is now on the verge of full-scale conflict. These developments are worrying after the considerable investments in peace and post-conflict reconstruction by the United Nations, the Nordic countries and SA over the past 15 years.

Similarly, in Togo, although the crisis did not escalate, Faure Eyadema's election to a third term as president last month illustrated the palpable tension that accompanies a longer stay in power.

If the mooted constitutional amendments in the Democratic Republic of Congo, Rwanda, Benin and the Republic of Congo are factored in, instability becomes a real likelihood. More worrying is the fact that these are now undermining neighbouring countries, increasing the potential for regional insecurity. This should be of concern to regional economic communities where peace and state building are in their infancy after years of war, bad governance and political instability.

The initiative in Dar es Salaam by the EAC and SA in averting a full-scale crisis in Burundi provides a framework for getting this pressing issue on to the agenda of next month's AU summit in SA.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

In a strong criticism of this trend, at the AU's Peace and Security Council in January, President Jacob Zuma raised concern about "a worrying trend of constitutional amendments aimed at extending the mandates of incumbent heads of state and government".

The AU and SA can pursue one or two of three options. First, to send a strong signal, Zuma can echo his January statement at next month's summit. The second, potentially more problematic, is for the AU Commission's chairwoman, Nkosazana Dlamini-Zuma, to use her statement to draw a link between conflict and constitutional amendments in broad terms, including their effect on development and regional security.

The third option, less onerous, is for the AU Commission to produce a position paper on early-warning and preventive diplomacy instruments, which could be ready for the January 2016 summit.

This would require far more substantive consultations and discussions through existing instruments such as the Peace and Security Council, the AU Charter on Democracy, Elections and Governance, and including the AU Constitutive Act.

The political crisis in Burundi is one too many. Aspiration 4 of the AU's Agenda 2063: The Future We Want seeks to silence the guns by 2020. This is a noble precondition for the more pressing task of economic development. But it could prove elusive if the AU does not proactively deal with constitutional amendments for third and fourth terms as a new threat to stability, peace and regional security.

La crise au Burundi accroît le danger d'une guerre régionale en Afrique

Source: World Socialist Web Site (<http://www.wsws.org/fr/articles/2015/mai2015/brnd-m28.shtml>)

Par Stéphane Hugues

28 Mai 2015 - Les tensions sociales et l'effusion de sang sont montées en flèche dans la capitale burundaise Bujumbura depuis l'assassinat du politicien d'opposition Zedi Feruzi le 23 mai. Il reste difficile de savoir qui est responsable du meurtre de Feruzi.

Celui-ci s'est produit une semaine seulement après une tentative de coup d'État et après des semaines de manifestations contre une nouvelle candidature du président Pierre Nkurunziza qui brigue un troisième mandat. Le meurtre de Feruzi a entraîné l'effondrement des négociations entre le gouvernement et les partis d'opposition sous l'égide de l'ONU et la reprise des manifestations quotidiennes à Bujumbura.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le gouvernement a maintenant interdit les manifestations. Elles se poursuivent cependant et l'activité économique de la capitale est fortement réduite. Une trentaine de personnes ont déjà été tuées par des tirs de la police. Cinq stations de radio ont été fermées par le gouvernement pour avoir soutenu l'opposition à un troisième mandat de Nkurunziza.

Les tensions croissantes soulèvent le danger d'un retour à la guerre civile qui a fait rage pendant 12 ans dans le pays jusqu'en 2005 et où plus de 300.000 personnes ont trouvé la mort. Les tensions ethniques entre Hutus et Tutsis menacent également de déclencher une nouvelle guerre régionale qui s'étendrait du Burundi au Rwanda voisin et à l'est de la République démocratique du Congo.

La veille de l'assassinat de Zedi Feruzi, un des principaux marchés de la capitale a été le théâtre d'une attaque à la grenade qui a tué trois personnes et en a blessé quarante. Assassinats politiques et attentats à la grenade avaient été fréquents durant la guerre civile. Si au Burundi le conflit a tout d'abord été politique et marqué par une escalade des divisions à l'intérieur de l'establishment hutu au pouvoir, les signes sont de plus en plus nombreux que le gouvernement essaie de pousser la situation vers un conflit ethnique. Les Hutus représentent environ 85 pour cent de la population et les Tutsis 15 pour cent.

Après que Nkurunziza a déclaré que quatre-vingt-dix-neuf pour cent du Burundi était « calme », Pascal Nyabenda, le président du parti gouvernemental Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), a dit en accusant que les manifestations se concentraient sur quelques quartiers tutsis de Bujumbura.

Mais les manifestations avaient à l'origine pour motif l'opposition à la tentative de Nkurunziza d'imposer sa candidature à la présidence une troisième fois; elles ont trouvé un soutien même au sein du CNDD-FDD. « Dans le CNDD-FDD, des dissidents, qui avaient signé une lettre pour signifier leur désaccord, ont été réduits au silence, » écrit le quotidien français Le Monde. « Les divisions ont été masquées, mais une démonstration a été faite: l'opposition à Pierre Nkurunziza ne s'est pas faite sur une base ethnique, mais politique. »

Le général Godefroid Niyombare, qui a dirigé le récent coup d'État manqué, était le directeur des renseignements de Nkurunziza jusqu'à ce qu'il ait été congédié pour avoir écrit un rapport hostile à une troisième candidature présidentielle de Nkurunziza.

Zedi Feruzi avait été l'un des collaborateurs de Nkurunziza au CNDD-FDD, jusqu'à ce qu'il rompe avec lui en 2007 avant d'être arrêté, condamné et emprisonné.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le Département d'État américain a publié une déclaration pressant le gouvernement de négocier un règlement du conflit. Il a condamné le meurtre de Feruzi et l'attaque à la grenade à Bujumbura et a demandé une enquête sur les décès. Il a également appelé le gouvernement burundais « à permettre la reprise immédiate des émissions par les stations de radio indépendantes, à mettre fin à l'utilisation du terme 'insurgé' pour désigner des manifestants pacifiques et à retirer la proclamation du Conseil de sécurité nationale burundais interdisant les manifestations futures. »

Sans nommer les États-Unis, le porte-parole du gouvernement burundais, Philippe Nzobonariba, est ensuite intervenu sur la radio d'État et a déclaré: « Le gouvernement du Burundi est profondément préoccupé par l'activité diplomatique en cours qui tend à saper et dénigrer les institutions républicaines et constitutionnelles. »

Les troubles au Burundi menacent maintenant d'exploser en une guerre régionale de grande envergure comme le conflit ayant éclaté au Rwanda et au Congo dans les années 1990 et 2000 et parfois appelé la 'Grande Guerre de l'Afrique'. Les observateurs avertissent de ce que le régime rwandais et les « Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda » (FDLR), milices hutues opérant au Congo, pourraient intervenir militairement au Burundi si son gouvernement s'effondrait.

Dans la Grande Guerre de l'Afrique, Washington a formé et soutenu les forces rebelles ethniques tutsies sous Paul Kagamé pour renverser le régime hutu au Rwanda et saper l'influence impérialiste française dans la région. Alors que le régime hutu rwandais lançait une attaque génocidaire contre les Tutsis, les forces de Kagamé ont envahi le Rwanda et renversé le régime.

Les milices hutues du FDLR ont finalement fui à travers la frontière vers la République démocratique du Congo. Les forces alliées à Kagamé au Congo ont alors joué un rôle clé dans le lancement de la guerre civile de 1997-2003 au Congo qui a sapé le régime issu de la dictature Mobutu et soutenu par la France. Plusieurs millions de personnes ont été tuées dans ces guerres auxquelles ont été mêlés presque tous les pays voisins du Congo.

Au Burundi, la stratégie du gouvernement d'attiser les tensions ethniques menace à tout moment de devenir incontrôlable. Filip Reyntjens, professeur à l'Université d'Anvers, a dit à la télévision belge: « Nous venons ce week-end d'assister au premier assassinat d'un opposant politique depuis des années. La tension augmente clairement d'un cran... Le Président a déjà annoncé plusieurs fois qu'il se représenterait. Il est très difficile pour Nkurunziza de rebrousser chemin. L'opposition ne négociera rien d'autre que le retrait de sa candidature. »

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Reyntjens a tiré de son analyse de la situation deux scénarios possibles, soit « le parti au pouvoir peut faire le gros dos et continuer à réprimer les manifestations... Le régime sera alors plus répressif qu'il ne l'est aujourd'hui, » soit, « un certain nombre de partis politiques, voire certaines ailes de ces partis, reprendront les armes, et la guerre civile au Burundi recommence. Une relance de la guerre civile n'est pas à exclure. »

Reyntjens a conclu en disant que les « frontières sont poreuses, une extension internationale en République démocratique du Congo et au Rwanda n'est pas non plus à exclure. Si les FDLR, les rebelles hutus qui opèrent au Congo, devaient intervenir dans ce conflit, et qu'il y avait l'impression, à Kigali [la capitale rwandaise], que des Tutsis burundais sont ciblés, le Rwanda a déjà averti qu'il serait obligé d'intervenir. »

Burundi to Fund Vote by Cutting Education, Malaria Budgets

Source: Bloomberg Business

25 May 2015 - Burundi will fund next month's election by diverting spending for education, malaria prevention and energy projects after donors withdrew support following weeks of protests against the president's bid for a third term.

Burundi will also sell \$18 million of local-currency Treasury bonds to finance the elections, which will cost an estimated 44 billion francs (\$28 million), the Bujumbura-based presidency said in a decree published on Wednesday.

The East African nation is struggling to make up for funding withdrawn from the European Union, Belgium and other donors, who say the government must ensure conditions are improved so that planned elections are peaceful and credible. On Tuesday, the government appealed to citizens to contribute to a state election fund as part of their patriotic duty.

The country has faced unrest since last month when the ruling party nominated President Pierre Nkurunziza to seek re-election on June 26. Opponents say his candidacy violates a two-term presidential limit stipulated in peace accords, while supporters argue Nkurunziza's first mandate doesn't count because he was elected by parliament not the public.

Failed Coup

Since Nkurunziza's nomination, violent protests have left at least 20 people dead, his government has faced a failed coup attempt and an opposition leader was murdered. More than 105,000 people have fled to neighboring countries, sparking a humanitarian

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

emergency in Tanzania where they face the threat of diseases from overcrowding and lack of sanitation.

The government will also free up money by reducing the purchase of fertilizers for farming and cutting the justice ministry's budget, according to the decree.

"What is urgent is to go to elections now," presidential spokesman Willy Nyamitwe said by phone. "The government wants to avoid a constitutional vacuum if the elections aren't held." The African Union has said the climate in Burundi isn't conducive for elections and called for the date to be delayed sometime before Nkurunziza's term officially ends in August.

The vote should be postponed until refugees are repatriated, the ruling party's youth wing, Imbonerakure, is disarmed and space is opened up in the political campaign for dissenting voices, opposition leader Leonard Nyangoma said in a statement on Wednesday.

UN supports Burundian refugees with \$8 million

Source: The New Times (Rwanda)

27 May 2015 - The United Nations has allocated \$7.9 million (about Rwf5.4bn) toward the humanitarian response to the Burundian refugees in the country.

The fund was allocated through the Central Emergency Response Fund (CERF), according to a statement from the UN Country Office.

UN Resident Coordinator Lamin Manneh said they are grateful for the urgently-needed funds that will bolster support to the Government of Rwanda's response to the refugees.

"Rwanda has demonstrated commendable commitment to receive and support them, as it had in opening its doors to refugees from other neighbouring countries in earlier times," Manneh is quoted as saying.

The CERF contribution will support five UN agencies implementing life-saving activities, including in the areas of protection, shelter, food and nutrition, water and sanitation, and health.

"The contribution from CERF has enabled us to take the essential first steps in meeting the basic needs of Burundian refugees and ensuring their protection," said Saber Azam, the country representative of the UN High Commissioner for Refugees, which leads the

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

refugee response within the context of the One UN Rwanda, jointly with the Ministry for Disaster Management and Refugee Affairs (MIDIMAR).

Since April, more than 27,000 refugees have been received in Rwanda after fleeing unrest in Burundi.

The refugees continue to arrive, reportedly in a state of malnutrition linked to their challenging journey.

Given that nearly 60 per cent of the refugees are children, many without their parents or guardians, child protection is an essential component of the refugee response.

UNHCR and partners are providing essential services, including identification, documentation, tracing and reunification for separated and unaccompanied children, psycho-social support to children and their families and prevention and response to violence against children.

A high proportion of the women refugees are pregnant or new mothers, requiring targeted programmes in reproductive and maternal healthcare.

“While the CERF contribution is essential and substantial, much more is needed to support the Government of Rwanda to address fully the needs of refugees in the country,” said Azam.

The interagency Refugee Response Plan for Rwanda released on May 22 presents total needs of over \$94 million for UN agencies and non-governmental organisations to respond to the Burundi refugee emergency in Rwanda, which is already hosting over 74,000 Congolese refugees in five camps.

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

C. Africa slams France for not sharing soldier child abuse claims

Source: AFP

27 May 2015 - The Central African Republic's transitional president Catherine Samba Panza accused France on Wednesday of keeping her in the dark about allegations of child sex abuse by French peacekeepers in her country.

"We have simply regretted not being informed much earlier that the investigation was taking place," she told reporters after meeting officials on a visit to Paris.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"We insisted on being included in the process," she said, adding that she had made clear her concerns during a meeting with French President Francois Hollande earlier in the day.

Fourteen French soldiers are under investigation after a group of children alleged troops sexually abused minors at a centre for displaced people in CAR's capital Bangui between December 2013 and June 2014.

Some of the abuse reportedly took place after the children begged the peacekeepers for food.

Samba Panza's comments struck a starkly different tone to the statement released by Hollande's office after their meeting, in which the French president claimed there was "perfect cooperation" between the two countries in the investigation.

Although France sent police to investigate the claims after receiving an internal United Nations report last August, no children or soldiers were questioned and the information was not made public.

It was only after The Guardian newspaper reported on the affair last month that a full, public investigation was launched.

Both France and the UN have denied there was a cover-up, but a UN official who leaked the report to France last summer was temporarily suspended for disclosing the information.

French and UN peacekeepers were sent to CAR in late 2013 after the country descended into violence between competing militias, leaving thousands dead and some 900,000 displaced.

Samba Panza met with Hollande early on Wednesday before meeting with the head of the International Organisation of La Francophonie, Michaëlle Jean.

In the statement from his office, Hollande hailed recent peace efforts in CAR aimed at disarming militias and freeing child soldiers, as well as preparing for elections.

The president "welcomed the effective deployment of the United Nations Minusca mission, which is allowing the progressive reduction of the French military operation," the statement added.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Accusations de viols en Centrafrique: Samba Panza « regrette » le retard avec lequel son pays a été informé

Source: MaliActu.net

27 Mai 2015 - La présidente de transition centrafricaine, Catherine Samba Panza, a « regretté » mercredi à Paris que son pays n'ait pas été informé « beaucoup plus tôt » de l'enquête française en cours sur des viols présumés d'enfants par des militaires français en Centrafrique.

« En ce qui concerne les autorités de la République centrafricaine, nous avons simplement regretté de n'avoir pas été informés beaucoup plus tôt de la procédure en cours » en France, a déclaré à la presse Mme Samba Panza, après une rencontre avec la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Michaëlle Jean.

« Nous avons demandé avec insistance d'être impliqués dans la procédure qui a été engagée », a ajouté la présidente centrafricaine, précisant que c'était désormais chose faite. Elle a confirmé avoir évoqué cette « préoccupation commune pour la France et la Centrafrique » lors de sa rencontre avec le président François Hollande en début de matinée.

Un communiqué de la présidence française, publié après l'entretien, a rapporté que les deux chefs d'Etat avaient « constaté la parfaite coopération entre la justice des deux pays dans la conduite des enquêtes en cours ». Ils « ont évoqué la coopération des justices française et centrafricaine pour faire la lumière sur cette affaire » de viols présumés, a-t-on précisé dans l'entourage du président français.

L'affaire, potentiellement désastreuse pour l'image en Afrique de la France et de son armée, avait été révélée en avril par le quotidien britannique The Guardian, sur la base d'un rapport des Nations unies contenant des témoignages d'enfants qui affirment avoir été violés par des militaires français au début de l'intervention française en Centrafrique, entre décembre 2013 et juin 2014.

Informé par l'ONU en juillet 2014, le ministère français de la Défense a confirmé avoir immédiatement saisi la justice française, qui a ouvert une information judiciaire le 7 mai. La Centrafrique a indiqué qu'elle allait également engager « des poursuites ».

Selon le communiqué, François Hollande, s'est par ailleurs « félicité des résultats du forum de Bangui, qui marque un nouveau progrès vers la paix en République centrafricaine, notamment en matière de désarmement et de libération d'enfants-soldats ».

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

« Il a noté les efforts des autorités de transition pour préparer les élections (présidentielle et législatives, NDLR) et instaurer des mécanismes permettant de lutter contre l'impunité, comme la Cour Spéciale de Justice », a poursuivi l'Elysée.

Initialement prévues en août, les élections ont été reportées à une date ultérieure, encore non précisée.

« Nous avons décidé (...) qu'il ne fallait pas dépasser le cap du dernier trimestre 2015 », a souligné mercredi Mme Samba Panza. « Nous allons nous y mettre », a assuré la présidente, pointant à nouveau un « besoin de décaissement » des fonds promis par la communauté internationale.

« Nous sommes là pour accompagner le processus électoral à venir » dans ce pays « exangue » et « qui a beaucoup souffert », a ajouté la secrétaire-générale de l'OIF, Michaëlle Jean.

CONGO (REPUBLIC)

Le Congo ouvre une large concertation républicaine

Source: Afrik.com

Par Olivier Zegna-Rata

27 Mai 2015 - C'est un communiqué de la présidence de la République congolaise qui a ouvert, depuis le 18 mai 2015, une phase importante de la vie politique du Congo. La réflexion sur l'adaptation de la Constitution du pays n'est pas nouvelle, elle a même donné lieu à la création de plusieurs associations qui militent pour des modifications significatives. La phase de concertation qui vient de s'ouvrir s'annonce d'autant plus importante.

De nombreux observateurs ont salué la démarche engagée par le président de la République congolaise, Denis Sassou N'Gusso, qui consulte, depuis le mercredi 20 mai 2015, non seulement « les partis politiques », mais aussi « les acteurs des organisations de la société civile, les responsables des confessions religieuses, les dirigeants de certaines institutions constitutionnelles et de nombreuses personnalités », « sur la vie de la Nation et de l'État ».

Une démarche ouverte qui ne peut que satisfaire un rassemblement associatif comme le M2NR, dont le porte-parole, Léon Juste Ibombo, était présent, le 23 mai, sur le

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

plateau de l'émission d'Adile Farquane « ça fait débat », sur Telesud (coproduite avec AFRIK.COM).

Léon Juste Ibombo lors d'une prise de parole

Parmi les idées avancées par ce groupement d'associations de la société civile congolaise, celle d'une évolution de la structure politique de l'Etat congolais, qui pourrait évoluer d'un régime présidentiel à l'américaine à une forme « semi-présidentielle », à la française, dans laquelle un Premier ministre, nommé par le Chef de l'Etat, mais responsable devant l'Assemblée nationale, serait Chef du gouvernement, ainsi que Léon Juste Ibombo l'expliquait dans l'émission "Vie associative" de Gildrine Ngatani Kouvoua, diffusée sur une chaîne congolaise.

La démarche engagée depuis le plus haut niveau de l'Etat permet surtout de dépasser le débat conjoncturel sur le nombre de mandats présidentiels, source de polémiques stériles et d'affrontements irrationnels.

Le Président Sassou N'Guesso lors d'une discussion à Ouessou (Sangha)

Le Président Sassou N'Guesso lors d'une discussion à Ouessou (Sangha)

Dans un pays comme le Congo, lourdement meurtri par les conflits internes, il y a moins de deux décennies, la première nécessité est en effet de préserver la paix civile et la confiance de chaque citoyen dans les institutions de la République.

D'où l'importance d'un dialogue ouvert et sans a priori, grâce auquel des propositions innovantes et consensuelles peuvent émerger. Propositions qui seraient alors de nature à rassembler la nation congolaise autour de ses intérêts fondamentaux : la paix, la sécurité, le développement des infrastructures du pays et la croissance économique qu'elles permettent, pour assurer une vie meilleure à tous, en répondant aux besoins croissants d'une population de plus en plus nombreuse. Le débat est ouvert !

Concertations politiques : la CADD opte pour le refus

Source: Agence d'Information d'Afrique central

Par Jean Jacques Koubemba

27 Mai 2015 - Dans une déclaration rendue publique le 23 mai à Brazzaville, le bureau exécutif de la coordination nationale de la Convention pour l'action, la démocratie et le développement (CADD), avec à sa tête Nicolas Kossa-Loba, a rejeté en bloc l'initiative du chef de l'État.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Devant la presse réunie, les responsables de la CADD ont exposé sur les enjeux politiques de l'heure avec, au centre, les consultations initiées par le chef de l'État.

Oui, mais...

Sur le principe, ils ont reconnu que le président de la République a le droit, et même le devoir, de consulter qui il veut et quand il veut. La constitution le lui autorise pourvu que ces consultations aient vocation à apaiser la nation en cas de crise institutionnelle aigue et persistante. Cependant, précise les conférenciers, le chef de l'État ne peut traiter de la vie de la nation et du fonctionnement de l'état devant les partis politiques, les confessions religieuses, la société civile et les personnalités triées sur le volet par ses soins.

La CADD s'appuie sur l'article 85 de la Constitution du 20 janvier 2002 encore en vigueur qui stipule que « Le président de la République ne s'adresse à la nation qu'une seule fois par an devant le Parlement réuni en congrès pour son bilan ». Ce bilan sur l'état de la nation exclut tout débat.

Le vrai objectif

Pour la CADD, le chef de l'État doit se consacrer à l'organisation du scrutin présidentiel de 2016 auquel il n'est pas candidat. Ceci, au terme de ses deux mandats de sept ans. Au sujet des consultations, la CADD se dit étonnée du caractère creux de ces rencontres tel que annoncé par le communiqué qui les convoquent. Ni ordre du jour, ni calendrier avec le risque de se laisser aller à volonté. Qu'en est-il des objectifs ? La CADD reste dubitative étant donné que ces consultations ne sont pas circonscrites dans le temps au point de tenir en laisse ceux qui sont censés y prendre part.

Au sujet de l'actuelle Constitution, la CADD a dit que le seul crime de cette loi suprême, est de contenir en elle des éléments d'apaisement politique et de promotion démocratique. Allusion faite aux verrous ou aux clauses qui garantissent l'alternance démocratique.

Cette Constitution limite le nombre de mandats du président de la République. Est-ce un problème ou une solution pour la démocratie ? En réponse, la CADD se dit surprise par le débat actuel et pose à la fois la question sur le rapport du politique congolais avec les textes. Les responsables de ce parti se demandent comment peut-on espérer organiser un référendum en prétextant avoir l'avis du peuple quand le fichier électoral suscite débat?

Pour ce parti, les consultations initiées ont un caractère informel et ne devraient pas servir de prétexte au chef de l'État pour convoquer le référendum. Ainsi, l'abrogation de

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

la constitution actuelle aura pour corollaire la dissolution de toutes les institutions existantes, y compris la présidence de la République.

La CADD craint une grave crise institutionnelle dans le pays dont on peut faire l'économie si les hommes politiques pouvaient mettre de côté leurs égoïsmes et privilégier l'intérêt du pays qui ne dépend que du respect des engagements, des principes démocratiques édictés par la Constitution.

SOUTH AFRICA

Some 850 S. African soldiers fail to return home from DR Congo over red tape

Source: Beeld website, Pretoria

Beeld (South Africa), 26 May 2015 - Approximately 850 South African soldiers have been stuck in the Democratic Republic of the Congo (DRC) in a bureaucratic cul-de-sac for a week now, and have no control over it.

In addition to this, the relevant departments and organizations do not want to comment on the matter.

The rotation of the soldiers, who have been in the DR Congo as members of the United Nations (UN) intervention brigade for the past year, would have started last week. The soldiers and their baggage were brought from Goma in the DR Congo to Rwanda.

Ethiopian Airlines, with which the UN has a contract, could however not bring its plane into the South African airspace, because the South African authorities rejected its application for a foreign operator's permit.

According to military sources, the argument of the department of transport, controlling the permits, is allegedly that there are South African planes that can handle the flights. However, not any of these companies are registered at the UN as contractors.

The soldiers have gone back to Goma in the meantime, each with only a sleeping bag under his arm. The rest of their baggage is "in transit."

There is also no clarity about when they will return.

In March, with the rotation of soldiers between South Africa and Sudan, the aviation authority in Bloemfontein, where the Defence Force mobilization centre is located,

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

forced Ethiopian Airlines to let the soldiers leave a plane and fly back immediately. There were allegedly problems with documents.

The plane therefore had to fly back without the group of replacement soldiers. In the end the Air Force took the soldiers to Sudan.

The UN took over the air transport of the South African soldiers, because there were problems earlier with either the South African planes or their flight clearance.

The Defence Force, the department of transport, the UN and Ethiopian Airlines referred queries to each other, but nobody could provide answers.

The department of transport has indicated that it would comment on this later. The Defence Force said it was not its responsibility and that the UN is responsible for the soldiers. A spokesperson of the UN in New York was not available, because it was a public holiday.

Ethiopian Airlines did not react to the queries at all.